

Compte rendu

Ouvrage recensé :

BÉLANGER, Michel. *Institutions économiques internationales. La mondialisation économique et ses limites*. Paris, Economica, 1997, 6e éd., 228 p. *La mondialisation de l'Économie. Tome 1. Genèse; Tome 2. Problèmes*. ADDA, Jacques. Paris, La Découverte, 1996, 128 p.

par Raúl Bernal-Meza

Études internationales, vol. 29, n° 2, 1998, p. 493-497.

Pour citer la version numérique de ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/703892ar>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/documentation/eruditPolitiqueUtilisation.pdf>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

vaux académiques présentés avec simplicité, sans formalisation excessive. Bien que, dans un environnement international en mutation rapide, les aspects descriptifs soient destinés à vieillir rapidement, leur articulation avec la théorie, exposée de façon pédagogique, fait de cet ouvrage une référence qu'il convient de retenir. Pour autant, les auteurs ne semblent pas avoir achevé leur réflexion, puisqu'un deuxième volume consacré aux « acteurs » est annoncé. Il abordera les problématiques de la coopération internationale dans les domaines monétaire, financier et commercial et de l'intégration européenne depuis la création du Marché commun jusqu'à la mise en place de la monnaie unique.

Deniz ARAGUL

Faculté des sciences économiques et sociales
Université des sciences et technologies
de Lille, France

Institutions économiques internationales. La mondialisation économique et ses limites.

BÉLANGER, Michel. Paris, *Economica*, 1997, 6^e éd., 228 p.

La mondialisation de l'Économie. Tome 1. Genèse ; Tome 2. Problèmes.

ADDA, Jacques. Paris, *La Découverte*, 1996, 128 p.

Voici deux ouvrages qui abordent la mondialisation de l'économie capitaliste, bien que de perspectives analytiques assez différentes. Le premier constitue plutôt une approche aux institutions économiques internationales créées depuis la Deuxième Guerre mondiale, le second, plus théorique et historique, fournit un point

de vue complémentaire à l'étude de l'évolution de l'économie mondiale.

Le livre de Bélanger aborde cette étude d'une perspective essentiellement juridico-institutionnelle, à travers les organisations économiques à vocation mondiale. Voilà qui constitue son apport principal en tant que manuel très utile pour ceux qui s'initient aux analyses des acteurs de l'économie mondiale.

Après une introduction où on aimerait trouver une analyse théorique plus systématisée du capitalisme historique et des concepts découlant de l'économie politique, l'auteur assure une ample information sur les diverses organisations économiques internationales à caractère mondial (Nations Unies, FMI, Banque Mondiale, GATT-OMC), sur les institutions économiques internationales à caractère trans-régional (OCDE, OPEP) ainsi que sur les forums économiques interrégionaux, tel le Groupe des 77.

Dans la deuxième partie, on trouve la suite de la structuration du système monétaire et financier mondial à partir de Bretton Woods, un peu pêle-mêle à côté des exemples de l'élargissement du système commercial mondial (du GATT à l'OMC, la coopération Nord-Sud, avec les Accords de Lomé, la coopération bilatérale, etc.) et de l'action des sociétés transnationales.

Mais, au-delà de l'information sur les acteurs et les processus à l'échelle de l'économie mondiale, il n'y a pas dans le livre un ordre méthodique qui permet de s'expliquer pourquoi et comment des organisations de coopération nettement moins contraignantes (exemple : OPEP, divers efforts

de coopération pour le développement ou des ONG) peuvent y figurer à côté des organisations plus institutionnalisées, comme les organismes appartenant aux structures des Nations Unies, et même des sociétés transnationales. Il devrait y avoir une explication structurelle décrivant la genèse et l'évolution de l'économie mondiale capitaliste et les rapports entre celle-ci, la formation des États modernes et l'organisation d'un système interétatique dominé par des puissances.

Néanmoins, le livre est une lecture intéressante pour des étudiants et le public en général qui désire s'intérioriser sur les divers types d'organisations dites « économiques » dans l'économie mondiale actuelle.

Pour Jacques Adda, la mondialisation évoque l'emprise du système capitaliste sur l'espace international, qui a dépassé la logique d'un système interétatique pour finir par devenir l'expression de son expansion spatiale.

Dans ce processus, au cours du passé récent, le capitalisme a bénéficié de la disparition des obstacles à son expansion, tels que l'effondrement du bloc soviétique et l'ouverture de ses pays membres.

En suivant la ligne d'interprétation de Wallerstein (capitalisme et système interétatique), l'auteur considère que ce dernier système n'a été qu'une étape, et que la « mondialisation s'inscrit ainsi dans une tendance plus longue, celle de la soumission progressive de tout espace physique et social à la loi d'accumulation sans fin qui est la finalité ultime du système économique inventé il y a près d'un millénaire par les cités marchandes de Méditerranée » (p. 4).

Pour fonder une telle hypothèse, l'auteur commence par l'analyse de la formation de l'espace économique international. D'abord, il déconstruit le mythe de l'économie du marché, fondé sur l'idée de l'échange ou le troc d'après Adam Smith. Appuyé sur les interprétations de Polanyi (aussi de Pirenne et Weber), il rappelle que l'institution du marché a envahi la vie économique occidentale à partir du développement du commerce extérieur (commerce au long cours) et que la formation des marchés intérieurs – autrement dit de véritables économies de marché (jonction entre marchés locaux et le commerce extérieur) – fut l'œuvre de l'État à partir du xvii^e siècle, d'abord en Angleterre et en France.

Ainsi, le mercantilisme fut l'alliance (des marchands et des princes) qui rendit possible la formation des marchés intérieurs sur lesquels devait s'épanouir la révolution industrielle. Et celle-ci permit ensuite la constitution de marchés pour les différents facteurs de production (terre, travail, monnaie). Puis la société elle-même deviendrait un appendice du système économique.

La spécificité de l'Occident permit la genèse du phénomène de l'économie-monde européenne d'où sortiront le capitalisme et la mondialisation de l'économie, dans un processus structuré en cercles concentriques : le poids économique des pays individuels va décroissant, tandis que le degré de dépendance par rapport au centre va croissant et le degré de liberté politique décroît au fur et à mesure que l'on s'éloigne du centre.

Au long de cette analyse on retrouve la trace des auteurs systématiques, Pirenne, Braudel, Wallerstein, Vilar, Bairoch, Bennisar, etc.

Par la suite, dans les chapitres successifs du premier volume (I. Genèse), l'auteur développe des idées (économie, politique), concepts (nation, libéralisme), la structuration de l'espace économique international (hiérarchisé, expansif), avec une grande mobilité interne des populations et des capitaux, qui dérive vers une économie et un commerce mondiaux.

Périphérie, semi-périphérie, domination, spécialisation, concurrence, jusqu'à la formation des logiques productives au cœur de la mondialisation, à travers la concentration des investissements au sein de la Triade, occupent les chapitres, avant d'arriver à l'analyse systématique de la globalisation financière (de l'émergence du marché des eurodollars à l'instabilité monétaire) et l'effondrement du système de Bretton Woods. C'est-à-dire, la fin de la « mondialisation » proprement dite.

Avant d'arriver dans le second tome à l'analyse de l'économie politique mondiale des dernières décennies, l'auteur donne une explication des aspects mobilisateurs (« les logiques ») de la mondialisation et de la globalisation financière, suivant les caractéristiques de la spécialisation et de la concurrence, en tant que forces mobilisatrices du commerce mondial. Mais, « pour l'essentiel, c'est donc bien des échanges de produits manufacturés que le commerce international tire son dynamisme » (1^{er} tome, p. 69), commerce Nord-Nord qui concentre

les trois cinquièmes des échanges extérieurs des pays industrialisés. Au même temps, ces échanges sont d'autant plus intenses que les pays qui y participent ont des structures de demande identiques (donc concurrentiels). D'après l'auteur on peut soutenir que, dans les échanges industriels entre pays développés, la spécialisation internationale n'est que le résultat *ex post* d'une concurrence toujours active *ex ante*.

Le dernier problème de l'économie mondiale abordé par Adda dans le 1^{er} tome est celui de la globalisation financière, dans leurs trois temps de périodisation qui ont conduit à l'intégration mondiale des marchés de capitaux, fait non prévu par les accords de Bretton Woods. Désintermédiation, déréglementation et décloisonnement des marchés ont été les moteurs du processus de globalisation financière, ce qui a conduit à l'instabilité monétaire, basé sur le « triangle d'incompatibilité » : ouverture financière, stabilité des changes et autonomie politique monétaire.

Dans le second tome intitulé Problèmes, l'auteur s'occupe justement d'aborder les conséquences qui ont découlé du processus de mondialisation de l'économie à partir de la diffusion du mode de production capitaliste avec son double phénomène d'intégration et d'exclusion. Cette diffusion à travers ses formes modernes (pénétration des capitaux étrangers, stratégies d'industrialisation, etc.) a conduit à une nouvelle configuration des rapports Nord-Sud et à la persistance du sous-développement, faits qui déterminent le caractère hiérarchisé de l'économie mondiale à l'heure actuelle.

Parmi les aspects intéressants dont s'occupe Jacques Adda en rapport avec l'analyse économique (révision de la théorie), on trouve ceux de l'adaptation à la demande et des rendements croissants, et celui des logiques productives au cœur de la mondialisation. Il s'agit de revoir la théorie classique et néo-classique du commerce international à la lumière des changements de l'économie mondiale des dernières décennies.

Différents problèmes que pose la théorie, qui sont présentés dans le 1^{er} tome, sont analysés à la lumière de l'expérience acquise par l'évolution des échanges mondiaux après la Seconde Guerre mondiale, dans le deuxième tome, ce qui donne une approche méthodologique pratique.

C'est ainsi que l'analyse des stratégies multinationales, la critique des approches monocausales qui tentent d'interpréter l'IDI (investissements directs internationaux), la révision de la théorie du cycle du produit et la révision – bien que générale – des stratégies de globalisation et de régionalisation, permettent à l'auteur d'affirmer que : « répondant à une vocation profonde et ancienne du capitalisme, la mondialisation ne doit pas être pensée comme un état mais comme un processus susceptible, certes, de s'enrayer au niveau régional en cas de crise majeure entre les trois pôles de la Triade, mais aussi de transcender à terme la tripartition économique du monde actuellement en vigueur » (T.1, p. 92).

L'analyse historique, la révision de la théorie économique et l'abordement des problèmes que pose l'expansion de l'économie-monde capita-

liste sont les trois grands axes sur lesquels l'auteur a construit le livre.

La conclusion – qui fait le lien entre les deux tomes – c'est que la mondialisation fait figure de revanche de l'économique sur le social et le politique. Les compromis sociaux de l'état keynésien se sont révélés trop vulnérables à la mondialisation des flux financiers. Instabilité et exclusion, au Nord comme au Sud, sont les fruits d'une intégration sans régulation de la revanche des marchés sur les États, qui marque la fin de l'ère keynésienne.

Les problèmes posés par la mondialisation, à partir de l'expansion spatiale de la sphère capitaliste (intégration et exclusion), et l'axe qui oppose les logiques de l'affrontement et de la coopération, sont donc abordés dans le deuxième Tome. Les diverses formes qu'assume la diffusion mondiale du mode de production capitaliste, la nouvelle configuration des rapports Nord-Sud comme conséquence du développement de cette diffusion, et la persistance du sous-développement comme résultat, rendent indispensable la révision de l'agenda économique mondial.

L'apprentissage de la coopération et la nécessité de nouveaux cadres de régulation comme mécanismes pour faire face aux problèmes dérivés de la mondialisation et de la crise qu'elle comporte sont présentés, en tant que sujets, à travers le traitement des expériences et processus.

Retrouver l'équilibre entre la concurrence et l'organisation (permanence des liens sociaux, capacité redistributive, capacité de se défendre d'agressions extérieures) – les

deux principes qui gouvernent le fonctionnement des économies modernes de marché – c'est la conclusion que l'auteur propose comme solution. L'expérience d'autres périodes d'équilibre – tel le keynésianisme sous l'hégémonie nord-américaine – démontre aujourd'hui la nécessité de placer la coopération internationale en tant que nouveau principe d'organisation, en l'absence de *leadership* mondial.

Cette nouvelle organisation, d'après l'auteur, peut être la régionalisation des relations économiques internationales, comme alternative à la mondialisation purement concurrentielle.

Certes, cette régionalisation autour des trois pôles de la Triade (ALENA, UE, Japon-NPIA) met en jeu trois espaces fortement autocentrés, trois ensembles aux potentialités similaires aussi, à même par conséquent de négocier les compromis indispensables à une nouvelle régulation de l'économie mondiale. Cependant, cet ordre laisse dans l'ombre l'avenir des zones périphériques qui ne semblent guère constituer un enjeu majeur pour le capitalisme mondial.

Raúl BERNAL-MEZA

CERIAL, Mendoza, Argentina

DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Les Nations Unies et le développement social international.

DAUDET, Yves (dir.). Paris, Éditions A. Pédone, 1996, 206 p.

Le présent ouvrage est un recueil des actes des cinquièmes Rencontres internationales de l'Institut d'études

politiques d'Aix-en-Provence. Dans un exposé introductif, le Professeur Yves Daudet a analysé l'importance et le pourquoi du thème du développement social international par rapport au droit international, aux compétences des Nations Unies en matière de développement et de sécurité et à la réduction de la souveraineté de l'État. La clause sociale apparaît comme un enjeu et l'un des défis du développement social pour les États et la communauté internationale.

Dans la première partie de cet ouvrage, une communication de Zaki Laidi sur le système social mondial et une autre de Jacques Baudot sur les institutions chargées du développement social ont servi de repères d'analyse pour le débat sur le cadre institutionnel du développement social international. Les intervenants ont montré que plusieurs institutions doivent jouer un rôle dans le suivi du Sommet de Copenhague, instrument de promotion du social pour les uns ou Sommet contre la pauvreté pour les autres. Les principales institutions mentionnées sont : le Conseil économique et social, la Commission du développement social, l'Organisation internationale du travail, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, les banques régionales de développement et toutes les organisations spécialisées. Mais comme l'a rappelé Y. Daudet : « les États ont la responsabilité principale pour la mise en œuvre des politiques sociales et économiques. La communauté internationale et le système des Nations Unies sont simplement supposés aider, procurer leur soutien aux États et aussi aux autres acteurs » p. 40. C'est donc un partenariat entre l'État et des intervenants internationaux,